

Déclaration de cessation des paiements d'un commerçant
Demande d'ouverture de redressement judiciaire / liquidation judiciaire

M

Né(e) le _____ à _____

Nationalité : _____ Situation matrimoniale : _____

Demeurant : _____

Lieu de l'établissement principal : _____

Numéro SIREN : _____

Activité : _____ Code APE/NAF : _____

Date de début d'activité : _____ Date de cessation d'activité (le cas échéant) : _____

Assisté de : _____

Coordonnées	Informations importantes
Téléphone :	Date de cessation des paiements :
Portable :	Nombre de salariés (à ce jour) :
Fax :	Nombre de salariés (dans les 6 derniers mois) :
Email :	Chiffre d'affaires du dernier exercice :

Lieux d'exploitation en dehors de l'établissement principal :			
n°	SIRET	Adresse	Greffe dans lequel l'établissement est immatriculé

N° URSSAF : _____

N° affiliation ASSEDIC : _____

Convention collective applicable : _____

ETAT DU PASSIF

Nom et adresse des créanciers	Échu et exigible	A échoir
<i>Salariés</i>		
<i>Etablissements financiers (prêts, découverts, mobilisation de créances...)</i>		
<i>Privilégiés (fiscal, social)</i>		
<i>Chirographaires (fournisseurs, crédit-baux, divers...)</i>		
TOTAL		

ETAT DES ACTIFS	
Description	Montant
<i>Immobiliers</i>	
<i>Mobiliers (matériels, stocks)</i>	
<i>Dû clients (estimation globale du compte client, net de mobilisation)</i>	
<i>Titres et participations dans d'autres personnes morales</i>	
<i>Crédits de TVA, dégrèvements divers...</i>	
TOTAL	

Situation de trésorerie datant de moins d'un mois

Banques	Disponible	Découvert	
	(seulement si solde positif)	Autorisé	Utilisé
Caisse	Solde :		

SALARIES (ou compléter l'annexe 1)

Nom et prénom	Adresse
<i>Présents dans l'entreprise</i>	
<i>Dont contrats rompus ou démissions</i>	
<i>Prud'hommes en cours</i>	
Si Prud'hommes en cours, nom de l'avocat de l'employeur :	
- Existe-t-il un comité d'entreprise : oui – non - A défaut, des délégués du personnel : oui - non	
<i>Membres du comité d'entreprise, délégués du personnel habilités à être entendus par le tribunal (s'ils ont déjà été désignés, dans ce cas, annexer une copie du PV d'élection)</i>	

En cas d'exercice d'une profession libérale soumise à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé : désignation de l'ordre professionnel ou de l'autorité

En cas de demande d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire : éléments de nature à établir que le redressement est manifestement impossible

Le (la) soussigné(e) déclare le présent document, ainsi que les pièces annexées, sincères et véritables, et (cocher le cas échéant)

- Atteste sur l'honneur de l'absence de mandat ad'hoc ou de procédure de conciliation dans les 18 mois précédant la présente demande
- En cas de désignation d'un mandataire ad'hoc :
 - Date de la désignation :
 - Autorité qui y a procédé :
- En cas d'ouverture d'une procédure de conciliation :
 - Date de la désignation :
 - Autorité qui y a procédé :

Fait à

Le

(Signature précédée de la mention « Certifié sincère et véritable »)

NB ! En cas d'exploitation d'une installation classée au sens du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement, joindre une copie de la décision d'autorisation ou la déclaration

Coordonnées des partenaires de l'entreprise

Avocat(s) :

Expert-comptable :

Commissaire aux comptes :

Banques :

Nom de la banque	Adresse de l'agence	Nom de l'interlocuteur de l'entreprise	Numéro de compte

Faites-vous l'objet d'une interdiction bancaire ? oui - non

Assurances :

Compagnie	Nom et adresse de l'agence	Nom de l'interlocuteur de l'entreprise	N° et objet du contrat

Cotisations sociales

Nom de la caisse	Adresse	Montant des cotisations	Périodicité